

Jean-François Copé : « 2017, année de la dernière chance »

L'ancien patron de l'UMP renaît de ses cendres. Il propose que le prochain président de la République prenne très vite des décisions par ordonnances, pour répondre à l'exigence de résultats des Français

Dix-huit mois de solitude et d'abstinence médiatique. Pour qui était accro aux micros matin, midi et soir, c'est une épreuve. Jean-François Copé, grand brûlé de la politique, se présente en victime expiatoire. Il a mis sa traversée du désert à profit pour se reconstruire en partant à la rencontre des Français. Il en revient avec un livre, *Le Sursaut français* (1) et un projet présidentiel basé sur « la bienveillance et le pragmatisme ». Son originalité tient dans la mise en œuvre rapide de quelques grandes mesures par ordonnances. Y compris dans le ton, plus feutré, l'homme paraît avoir appris du déferlement enduré. Profil bas, il n'en pipe mot... Nul besoin pourtant d'être grand clerc pour le deviner : Copé, requinqué et en phase de reconquête, croit toujours en son destin. Son envie de séduire est intacte.

Sur Le Divan de Fogiel, vous avez dit avoir tout perdu, laissant percer un certain abattement. Pensez-vous que les Français soient émus par votre sort ?

Non, c'est une émission que j'ai souhaité faire pour m'exprimer de manière apaisée sur une épreuve qui peut arriver à tout le monde, celle du bouc émissaire face à un phénomène de détestation très forte. Et j'ai voulu aussi montrer comment on peut transformer une telle épreuve en chance, si on accepte d'en faire la résilience.

Comprenez-vous qu'on puisse être séduit par votre livre, sans parvenir à se départir d'un a priori négatif concernant votre sincérité ?

J'ai été tellement sali, tellement caricaturé, y compris de mon fait, que j'ai compris durant ces dix-huit mois de réflexion que ce qui comptait, ce n'était pas les faits, mais la perception que l'on avait de vous. Je dois retisser les liens dans l'autre sens. C'est pour cela que j'ai commencé par écrire un livre qui est personnel mais aussi le récit d'une traversée de la France et d'entretiens avec des gens que je n'aurais sans doute pas rencontrés si je n'avais pas vécu cette épreuve.

Vous dites votre relation avec François Fillon apaisée... Mais vous persistez : vous aviez bien gagné l'élection à la présidence de l'UMP et c'est donc un mauvais perdant...

J'ai voulu expliquer les faits, simplement les faits. Mais aussi ma propre erreur qui a été de ne pas provoquer immédiatement une nouvelle élection. La relation est aujourd'hui apaisée tout simplement parce que les années ont passé. La page pour moi est tournée, y compris avec chacun de ceux qui avaient exprimé à mon égard une violente hostilité.



Jean-François Copé revient, « bienveillant et pragmatique ».

(Photo Julien Falsimagne)

Vous balayez très vite l'affaire Bygmalion, en affirmant que vous n'étiez pas au courant. C'est un peu facile, non ?

C'est pourtant la vérité. Et je ne me contente pas de dire cela. Je décris le processus qui a pu conduire à ce que la vérité des faits me soit dissimulée. Aujourd'hui, dix-huit mois après, alors que j'étais réputé être le premier coupable, je ne suis l'objet d'aucune poursuite. Si à la fin de l'instruction mon innocence est confirmée, j'espère qu'on voudra bien alors reconnaître que certains ont frappé trop fort sur moi, sans vérifier les choses.

Vos relations avec Nicolas Sarkozy, aujourd'hui ?

Cordiales, comme avec l'ensemble des collègues de ma famille politique. J'ai souhaité, je vous l'ai dit, tourner la page et privilégier le débat de fond. Je peux avoir des divergences avec tel ou tel, notamment avec Nicolas Sarkozy ou François Fillon, mais ce sont des divergences de fond. La principale est que là où eux souhaitent qu'on réforme par référendum, je propose qu'on réforme par ordonnances. Pourquoi ? Parce que je ne trouve pas très cohérent de refaire voter les Français sur des questions tranchées lors de l'élection présidentielle... A l'inverse, les ordonnances permettent de prendre tout de suite les dix ou quinze décisions qui déverrouillent le pays.

Je suis donc obsédé par l'obligation de résultats. Et je pense qu'on ne pourra les obtenir qu'en prenant tout de suite les décisions qui auront été validées par les Français – en matière de temps de travail, de retraites, d'éducation, etc. –, plutôt que de faire des commissions Théodule ou de passer par des procédures législatives tellement lentes qu'elles sont déconnectées du rythme du pays. D'où les ordonnances, pour que le débat ne porte plus sur les choix mais sur l'évaluation de leurs résultats. Ma proposition est donc que les décisions qui débloquent le pays soient prises par ordonnances dans les six premiers mois, et que l'on consacre le reste du quinquennat à les appliquer et à les évaluer.

Libérer l'économie et le travail, restaurer l'autorité de l'Etat, votre programme est proche de celui des candidats à la primaire...

Qu'il y ait globalement les mêmes objectifs, c'est normal. J'apporte toutefois quelques spécificités dans le débat. Trois exemples. Dans le domaine économique, je propose de généraliser le référendum d'entreprise. Chaque entreprise doit pouvoir décider de son organisation et de son temps de travail, dans des limites évidemment fixées par la loi. Je préconise par ailleurs, pour les nouveaux entrants dans la fonction publique, la fin de l'emploi à vie. Parce que je voudrais que l'Etat ait une gestion plus fine de ses effectifs et permette aux Français qui souhaitent à un moment de leur vie servir notre pays de pouvoir le faire, par CDI. Troisième proposition, je pense que le pays est aujourd'hui sous-sécurisé. Je propose donc l'embauche sur cinq ans de 50 000 policiers, militaires, magistrats et gardiens de prison.

Vous voulez baisser les impôts sur le revenu et les sociétés, supprimer l'ISF, mais faire passer la TVA autour de 25 %.

Les Français les plus fragiles n'en seront-ils pas pénalisés ?

Je ne crois pas. Toutes les études ont montré que l'augmentation de la TVA n'avait pas d'effet sur la hausse des prix. La TVA sociale que je propose, avec pour corollaire la baisse des charges sociales, aurait au contraire pour effet de stimuler la production et donc l'embauche. Je regrette que François Hollande ait renoncé à cette mesure, il l'a d'ailleurs lui-même regretté.

En matière d'immigration, vous préconisez des quotas annuels...

Aujourd'hui, le vote FN s'explique par deux raisons. La première est l'absence de résultats. La seconde

est liée aux amalgames faits entre immigration, sécurité, laïcité. Je pense qu'il faut donc traiter séparément chaque problème. Je propose de mettre les pieds dans le plat sur l'immigration, à travers le vote de quotas annuels et en arrétant d'être le pays le plus attractif d'Europe pour une immigration sociale. D'où ma proposition de supprimer toute prestation sociale pour les étrangers qui ne cotisent pas, y compris l'aide médicale d'Etat.

“ Un concordat sur l'islam ”

Vous n'en préconisez pas moins une laïcité plus ouverte...

J'ai porté l'interdiction de la burqa sur la voie publique en France. Au passage, je regrette que cette loi soit aussi mal appliquée. Autant je suis très ferme sur les dérives auxquelles nous assistons, je pense à la question de la mixité dans les piscines, autant il y a des problèmes inhérents à l'organisation du culte musulman qui doivent être réglés par la loi : j'appelle cela le concordat, au sens de concorde. Il faut régler la question de la formation des imams en France et celle de la transparence sur le financement de la construction des lieux de culte musulmans. C'est ainsi qu'on pourra être très ferme sur le respect de la laïcité.

A quel moment et sur quels critères décideriez-vous de votre participation à la primaire ?

Il est trop tôt pour répondre à cela. Aujourd'hui, mon seul objectif est de partager les idées que je présente dans mon livre avec les Français. Je vais ainsi me rendre dans les Alpes-Maritimes et le Var les 11 et 12 février. J'y rencontrerai mon amie Michèle Tabarot. Je veux aussi saluer Christian Estrosi. J'ai été impressionné par le courage dont il a fait preuve lors des régionales.

Si vous n'y participez pas, qui soutiendrez-vous ?

J'ai fait le choix de ne plus faire de politique politicienne et de considérer que l'heure est au débat d'idées. 2017 sera l'année de la dernière chance pour restaurer l'état de la France. 2016 doit donc être une année de construction du débat, qui ne se passera qu'à droite et au centre, alors que les candidatures sont déjà verrouillées au PS et au FN. Je veux porter les idées que j'ai confortées durant ces dix-huit mois de travail, de silence et de résilience.

PROPOSE RECUEILLIS PAR THIERRY PRUDHON